

Délibération 3.3 - 3.4
Reprise anticipée des résultats et BP 2026

Intervention de Séverine BOTTE

Monsieur, le Président, chers collègues,

Nous avons pleinement conscience des lourdes contraintes qui pèsent sur les finances départementales et rendent l'équilibre budgétaire particulièrement difficile à atteindre.

Côté recettes, cet équilibre doit être trouvé malgré une perte considérable de moyens. Je parle des ressources que vos gouvernements successifs nous ont ôtées, réduisant notre autonomie. Et je parle des dotations que vos gouvernements successifs nous ont réduites, à commencer par la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

Et encore, la situation pourrait se dégrader avec des dispositifs comme le DILICO, ce mécanisme de siphonnage financier inventé par François Bayrou. Même s'il ne s'applique pas aujourd'hui à notre collectivité, la menace demeure tant ses critères évoluent au bon vouloir des 1^{er} Ministres et de leurs projets de budget.

Passons maintenant côté dépenses, cet équilibre budgétaire ne doit pas se faire au détriment des solidarités. Car les besoins sont immenses.

La société ne va pas bien, cela n'aura échappé à personne..., tout comme les inégalités croissantes qui permettent d'atteindre des niveaux records en termes de pauvreté comme en termes de grosses fortunes. En notre qualité de chef de file des solidarités, nous avons la responsabilité d'assurer le financement des dispositifs qui soutiennent les familles les plus modestes.

A cela s'ajoute la nécessité de rattraper des latences, des erreurs et des politiques d'austérités passés dans des secteurs essentiels aujourd'hui sous tension : la MDPH, la protection et l'aide sociale à l'enfance (ASE), ou encore les établissements d'accueil pour les personnes en situation de handicap. Et que dire des EHPAD dont la quasi-totalité demeurent en déficit et sous pression...

Tous ces éléments constituent en effet un contexte difficile. Celui-ci s'inscrit dans un cadre plus large, celui des politiques macronistes menées depuis près de dix ans au niveau national.

Le résultat est là :

- Un pays qui devait être réuni... Les inégalités se sont profondément creusées ;
- **Une pauvreté** qui devait être éradiquée... Elle a totalement explosé ;

- Une **crise du logement** qui devait être soldée par une grande loi ELAN... elle débouche finalement sur la plus grave crise du logement depuis la Libération ;
- Une **crise de la santé** qui devait être résorbée... L'accès aux soins a reculé partout avec des hôpitaux tous en tension et 6,5 Millions de Français sans médecin traitant ;
- Un chômage qui devait être considérablement réduit... toujours **pas de plein emploi** au point qu'il faille juste traverser la rue pour trouver un boulot... ;
- **Une extrême droite** dont on nous avait fait la promesse qu'elle serait éteinte, et qui finalement n'a jamais été aussi forte depuis la Seconde Guerre Mondiale ;
- Et des **collectivités locales étranglées**...
- J'arrête ici la liste à la Prévert, elle serait encore longue...

Tout cela n'est pas hors sujet Monsieur le Vice-président, ces éléments conditionnent directement le budget qui nous est présenté aujourd'hui.

Je sais bien que vous n'aimez pas, comme vous me l'avez fait remarquer pendant notre dernière séance lors du débat d'orientation budgétaire, que l'on vienne prendre de la hauteur. Mais contrairement à ce que vous laissez entendre, un budget n'est jamais neutre. Il est profondément politique et dépend en grande partie des choix opérés au niveau national.

C'est vrai pour les communes et départements, c'est aussi vrai pour les familles.

Si vous n'aimez pas qu'on le rappelle ici, serait-ce parce que cela vous met mal à l'aise quant à la solidarité qui vous lie à ceux que vous avez contribué à faire élire hier ou aujourd'hui ? Mais c'est une réalité incontournable, désolé.

Et ce budget 2026, présenté 4 mois après le début de l'année, ce n'est pas, malgré tout ce contexte que nous avons en commun, celui que notre groupe vous aurait présenté.

Non pas qu'il passerait à côté des bases élémentaires qu'il doit satisfaire. En effet, vous assurez la continuité des politiques existantes : les solidarités, l'éducation - avec au passage une générosité remarquable en faveur du privé - le soutien au bloc communal, la sécurité publique.

Et vous préservez les politiques dites facultatives, au moins dans les grandes lignes, c'est important quand on sait ce que le sport, la culture, la vie associative apportent au quotidien.

Mais justement, en se limitant à la gestion de l'existant, vous ne venez pas répondre aux urgences. Vous ne démontrez pas en quoi un département autonome pourrait faire mieux qu'un département sous tutelle de l'Etat.

A une exception près que je viens de souligner dans mon énumération, l'enseignement privé. Là vous savez aller bien au-delà des obligations de base.

Or aujourd'hui une majorité de seinomarins est en souffrance ou en attente. De pouvoir se loger, se soigner, travailler, trouver une place d'hébergement adapté...

Et la réponse apportée consiste trop souvent à leur demander d'attendre.

Nous défendons au contraire des mesures immédiates, comme celles proposées dans notre **Plan d'Accompagnement d'Urgence Départementale Aux Citoyens En Seine-maritime** présenté par Nicolas Langlois ce matin dans le débat que nous avons porté : Ce bouclier social qui permettrait d'agir en :

- établissant un **tarif progressif pour la cantine** en fonction de ses ressources avec une **gratuité pour la première tranche** ;
- rétablissant le **Pass'Jeune 76** à 100€ pour tous les jeunes ;
- **ouvrant nos dispositifs de solidarité aux travailleurs au SMIC**, parce que disposer d'un salaire à plein temps ne suffit plus forcément pour faire face à ses charges ;
- appliquant un **bonus** sur nos dispositifs **en faveur des pères et des mères seuls avec enfant** ;
- apportant un soutien accru aux **épiceries sociales**, aux **centres sociaux**, au **centre de santé avec médecins salariés** ;
- créant une **aide aux vacances...**

Etc...

Une commune, un département ça doit changer la vie, en tout cas contribuer à la changer.

Vous gérez, vous ordonnancez, vous planifiez. Mais vous ne transformez pas.

Ce budget est trop modeste, timide, au regard des besoins, des enjeux. Il manque à la fois de marqueurs et d'épaisseur.

Il n'est donc pas à la hauteur des défis auxquels nous faisons face, des crises sociales qu'affrontent une large partie de la population.

Nous ne le voterons pas.

Enfin, vous avez fait le choix de gestion d'absorber dès le BP les excédents de l'année passée, nous privant ainsi d'un véritable budget supplémentaire pour la rentrée.

C'est risqué mais c'est votre choix pour équilibrer votre budget initial. Nous nous abstiendrons sur cette reprise.